

07-05-2020

*Dès la semaine prochaine, la newsletter sera publiée à une fréquence hebdomadaire. Grâce à votre engagement, trente-six newsletters et cent articles ont pu être rédigés depuis le début du confinement. Ils ont permis de conserver le lien entre nous tous. C'est toute la police nationale qui a fait vivre cet échange.*

*Merci à tous !*

## LA PAF GUYANE, ENGAGÉE JUSQU'ÀUX FRONTIÈRES AMAZONIENNES



Le 22 avril 2020, deux effectifs du service territorial de la police aux frontières (STPAF) de Guyane et deux effectifs des douanes étaient projetés sur la commune de Maripasoula, commune fluviale faisant face au Suriname, pour une mission de contrôle aux frontières dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le commissaire de police Thibaut REBOURG, chef du STPAF de la Guyane, est entré dans la police en 2004. D'abord adjoint de sécurité, gardien de la paix, puis lieutenant de police, il connaît sa première affectation de commissaire en 2017. Il nous détaille cette mission lointaine qu'il a mise en place sur une des zones les plus éloignées de notre territoire :

*« La PAF de la Guyane, compétente sur l'ensemble du département, bénéficie de diverses implantations, notamment sur les communes de Matoury, Saint-Laurent-du-Maroni et Saint-Georges-de-l'Oyapock. Au-delà de ces emprises bâties, la PAF de la Guyane, partie intégrante de la DTPN973, doit savoir se déplacer en tous points du territoire considéré. Maripasoula est une ville accessible uniquement par pirogue ou par avion. Nous avons donc mis en œuvre des contrôles des conditions de circulation des personnes et des marchandises. Pour cela, nous avons fortement été aidés par la préfecture en termes de coordination. Ainsi, nous avons été transportés par les moyens aéroportés des forces armées en Guyane (FAG), nous avons été aidés par la gendarmerie, et le parc amazonien de Guyane (PAG) nous a mis à disposition une pirogue, moyen approprié pour naviguer sur un fleuve très vivant, aux nombreuses particularités et obstacles. Il s'agissait de prendre contact et faire accepter aux populations du fleuve que la lutte contre le COVID-19 passe malheureusement par un contrôle extrêmement strict des flux de personnes, y compris entre deux rives qui ont des liens transfrontaliers étroits et logiques en temps normal. L'accueil a été plutôt bon. C'était l'occasion également de rappeler qu'aucune partie du territoire n'est laissée de côté et d'expliquer notre rôle régalien. Enfin, c'était l'occasion d'échanger et de se soutenir entre administrations : les douanes, les FAG, le PAG, et la gendarmerie départementale et mobile également sur place, et la municipalité.*

*En temps normal déjà, les policiers de la PAF de la Guyane sont fortement mobilisés au travers de leurs missions riches et variées : contrôles des flux de personnes à l'aéroport international de Cayenne, lutte contre l'immigration irrégulière sur les frontières avec le Suriname et le Brésil, mais*

*aussi participation à la lutte contre l'orpaillage illégal en lien étroit avec la gendarmerie nationale et les FAG. Nous sommes, à ce titre, formés à l'initiation à la survie en forêt équatoriale par la légion étrangère au centre de formation à la forêt équatoriale, à hauteur d'une dizaine de policiers par an. Je suis très fier de pouvoir compter sur l'ensemble des policiers, aguerris et volontaires, composant le STPAF de la Guyane. Leur présence et leur professionnalisme n'est plus à démontrer.*

*Mon passé de CRS m'a permis de construire cette mission itinérante avec un certain plaisir. La notion de logistique m'importe au plus haut point. J'ai pu, en tant que responsable de la PAF pour la Guyane, et avec le soutien de M. le DTPN, mettre en place à Maripasoula les préalables opérationnels et relationnels pour une mission qui dure déjà depuis deux semaines, et qui doit se caler sur les nécessités de participation à la lutte contre le COVID-19 au travers du contrôle des flux de personnes. Nous nous déploierons jusqu'à nouvel ordre, sur ce site ou ailleurs, pour répondre de manière efficace à la commande et aux instructions reçues ».*

## LA DCSP RENFORCE LE PSVSS

Sandrine DELHAYE, brigadier-chef, exerce à la section de la coopération internationale de la division de la prévention et des partenariats au sein de la sous-direction des missions de sécurité de la DCSP. Avec la crise sanitaire, la coopération a été suspendue. Elle a choisi de se porter volontaire pour renforcer le portail de signalement des violences sexuelles et sexistes (PSVSS) et aider les collègues qui sont très sollicités depuis le début du confinement : « *En cette période difficile, c'est essentiel de pouvoir être solidaire, c'était une évidence pour moi. Et puis, pouvoir apporter une écoute et une aide aux victimes me tient particulièrement à cœur. J'ai été très bien accueillie et cette expérience professionnelle est enrichissante. Je découvre une nouvelle façon de travailler avec les conversations en lignes « tchats ». D'autres effectifs ont aussi renforcé le dispositif, nous sommes 10 au total ».*



Depuis le début de cette crise, le portail fonctionne à flux tendu au regard de l'activité exponentielle du nombre de *tchats*. Les violences conjugales représentent plus de la moitié de l'activité, avec une augmentation des signalements par des voisins, et plus de signalements de victimes masculines pour des violences psychologiques et physiques. Les habitudes des internautes ont également changées. En effet, on observe des connexions en continue à partir de la fin de matinée mais aussi des connexions plus tardives. Par exemple, un opérateur était sollicité par une internaute d'Évreux (27) qui signalait des violences conjugales et des menaces de mort récurrentes subies par sa voisine. Des policiers se rendaient au domicile de la victime qui, mise en confiance, finissait par déclarer subir ces violences depuis 3 jours. Interpellé et placé en garde à vue, le mis en cause reconnaissait les faits. L'examen médical de la victime révélait une perforation d'un tympan et des lésions cervicales, avec une ITT supérieure à 15 jours. L'auteur était déféré et écroué. Afin d'être opérationnels, les effectifs ont reçu une formation initiale au cours de laquelle ils ont rencontré des responsables d'associations, des magistrats et des psychologues. Cette dernière est complétée par une formation continue organisée par la psychologue du service, Camille Pougny. Chaque mois, elle met en place des ateliers sur la gestion du stress, le psycho-trauma, la typologie des victimes et le cycle de la violence. « *Sa présence est une plus-value pour les opérateurs. Elle peut les orienter et les soutenir lors d'une situation délicate* », nous explique Sandrine.

Pendant cette crise sanitaire, c'est toute la police nationale qui est mobilisée.